affichage le 21/07/2022

N°288/2022 a

VILLE DE MAISONS-LAFFITTE
78605 YVELINES CEDEX

ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE PORTANT REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION

1 au 29 avenue de Saint-Germain, avenue du Général de Gaulle
48 avenue Longueil et rue Croix Castel

Du 25 juillet au 26 août 2022

Le Maire de la Ville de Maisons-Laffitte ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L.2212-1 et suivants et articles L.2213-1 et suivants ;

VU le Code de la Route, et notamment les articles L.325-1 et suivants, R.325-1 et suivants, R.411-8, et R. 417-10 et suivants ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - 8ème partie - signalisation temporaire modifiée par arrêté en date du 6 novembre 1992 ;

VU l'arrêté n°241/2020 en date du 8 juillet 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Claude KOPELIANSKIS, Maire-Adjoint en charge des travaux et du cadre de vie ;

CONSIDERANT la demande de l'entreprise ENEDIS située au 4-6, rue des Chauffours – 95020 CERGY, en date du 18 juillet 2022 et relative à des travaux de réfection de trottoir ;

CONSIDERANT que ces travaux ne peuvent se dérouler sans réglementer le stationnement et la circulation ;

CONSIDERANT que des mesures de sécurité doivent être prises ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Du 25 juillet au 26 août 2022, du n°1 au n°29 avenue de Saint Germain, la circulation sera interdite. Une déviation sera mise par la rue Etienne Péroux, la rue Croix Castel ou la rue du Mesnil. Pour les poids lourds une déviation obligatoire sera mise en place par la rue de la République.

ARTICLE 2 : Du 25 juillet au 26 août 2022, rue Croix Castel, la circulation sera interdite. Une déviation sera mise en place par la rue du Mesnil.

ARTICLE 3: Du 25 juillet au 26 août 2022, au n°25 rue Croix Castel, le stationnement sera interdit sur 6 places à l'avancement des travaux.

ARTICLE 4 : Du 25 juillet au 26 août 2022, 1 avenue du Général de Gaulle, les travaux se feront par demi-chaussée et un homme trafic sera mis en place.

ARTICLE 5 : Du 25 juillet au 26 août 2022, du n°1 au n°3 avenue du Général de Gaulle, le stationnement sera interdit à l'avancement des travaux.

ARTICLE 6 : Du 25 juillet au 26 août, 48 avenue Longueil (devant l'Hôtel de Ville), l'emprise de chaussée sera réduite et un alternat par balisage sera mis en place.

ARTICLE 7 : L'entreprise CANAS & BICHO BTP est chargée de la signalisation temporaire horizontale et verticale matérialisant ces dispositions. Elle est responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière doit être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui, actuellement sont celles édictées, par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par les textes subséquents et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I – 8ème partie, approuvé par l'arrêté du 6 novembre 1992.

ARTICLE 8 : Les restrictions de circulation ne s'appliquent pas aux services d'incendie et de secours, aux forces de Police, ainsi qu'aux véhicules répondants aux besoins du demandeur. La société chargée des travaux doit leur permettre un libre accès.

ARTICLE 9 : La société effectuant la réservation doit contacter la Police Municipale au 0800.07.86.00, afin d'informer de la mise en place de l'arrêté municipal. La Police Municipale se rendra sur place, afin de constater la mise en place effective. Pour rappel l'arrêté municipal et la pose de panneaux se font 48 heures avant en zone payante et 8 jours avant en zone gratuite.

ARTICLE 10 : Il est interdit à tout véhicule autre que ceux utilisés par le demandeur de stationner sur la zone neutralisée. Les infractions au dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur. Tout véhicule en infraction de stationnement sera considéré comme gênant au sens de l'article 417-10 du code de la route et pourra si nécessaire être immobilisé et ou mis en fourrière.

ARTICLE 11 : Le Directeur Général des Services, la Police Nationale et la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 12 : Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal administratif de Versailles dans les deux mois à compter des mesures de publicité.

Fait à Maisons-Laffitte, le 19 juillet 2022.

Claude KOPELIANSKIS

Le 21 juillet 2022